

Louis ALIOT

Député des Pyrénées-Orientales
Conseiller municipal de Perpignan

Monsieur le Premier Ministre

Hôtel de Matignon

57, rue de Varenne

75007 PARIS

Perpignan le, 07 septembre 2019

Monsieur le Premier Ministre,

L'ordre républicain n'est plus assuré à Perpignan dans certains quartiers. La situation est grave et les habitants désabusés, apeurés et inquiets devant cet abandon général. J'aimerais notamment attirer votre attention sur eux exemples emblématiques qui ont fait l'actualité récente.

Le chaos s'installe à la résidence des oiseaux à Perpignan et la mobilisation énergique des habitants est sans effet. Le syndic qui gère cette résidence tristement célèbre, a interpellé une nouvelle fois les pouvoirs publics dans des termes très vifs, marquant ainsi l'exaspération des habitants, propriétaires, locataires ou voisins.

Les dealers contrôlent de plus en plus d'entrées de bâtiments, ils arrivent même à filtrer les voitures qui entrent sur les parkings, des points de prostitution nocturne (camionnettes) s'installent à la vue de tous. Les éclairages des bâtiments sont défectueux et détériorés, favorisant tous les trafics. Les dégradations continuent devant des forces de police quelquefois présentes mais passives. Les témoignages sont en effet récurrents et concordants en la matière.

Autre exemple, « Traverse de Pia » dans le bas-Vernet : Comment expliquer le fait qu'un bar à chicha devant lequel il y a quelques semaines encore plusieurs clients ont été blessés dont deux par armes à feu, soit encore ouvert et continue ses activités sans être inquiété ? Ce samedi encore, des incidents ont eu lieu, plongeant les habitants dans un abîme de perplexité sur l'inaction des pouvoirs publics. Pourtant, dans cet établissement et aux abords, tôt le matin, la mise en danger des habitants, des clients et des commerçants a été réelle ! Que font la mairie, la préfecture, la Police et surtout le procureur ? Faudra-t-il un drame plus grave pour que les pouvoirs publics se réveillent ? Ou faudra-t-il que les habitants excédés se défendent eux-mêmes ?

Je pourrais aussi citer cette épicerie de nuit à problèmes (elles pullulent à Perpignan), impasse de Jérusalem, administrativement fermée par les autorités compétentes pour trafic de cigarettes, ouverte au nez et à la barbe des autorités. Votre propre préfet a dû saisir les services du parquet mais là encore sans effet !

.../...

Cabinet Parlementaire 18 bd Clemenceau - 66000 Perpignan - Tél : 04.68.57.92.64

Enfin, comment ne pas évoquer ces habitants et commerçants du quartier Saint-Martin qui ont cartographié les points de vente de drogue ou de trafics divers, avec des exemples concrets et des témoignages circonstanciés. Ils font face à l'inertie coupable des pouvoirs publics. Ils sont sans défense face à l'insécurité, les insultes ou les intimidations. Ça ne peut plus durer !

Ces situations inacceptables se termineront mal et mon courrier, qui est aussi un SOS, sera un précieux témoignage pour l'avenir face à des situations manifestes de non-assistance à personne en danger.

Je vous dis et je répète que les citoyens finiront par se faire justice eux-mêmes !

Je demande solennellement des mesures exceptionnelles et urgentes avec un dispositif policier permanent dans ces quartiers pour faire reculer les trafics, neutraliser les voyous et rendre aux habitants la tranquillité qu'ils n'ont plus. Il faudrait aussi étendre les pouvoirs de la police municipale comme je l'ai proposé dans une proposition de loi récente.

Je demande à ce que la justice réponde plus efficacement avec des condamnations plus fermes et protectrices. Il est anormal de voir des voyous arrêtés des dizaines de fois et systématiquement relâchés.

Monsieur le Premier Ministre, c'est un véritable scandale !

Face à l'immobilisme et aux échecs des interventions récentes dans ces secteurs de Perpignan, je vous demande d'agir avec détermination en utilisant les grands moyens !

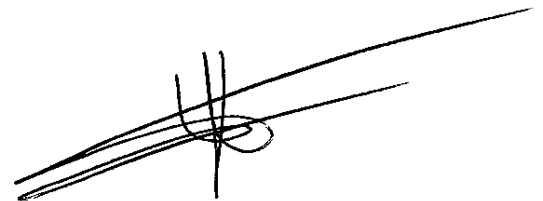
La peur doit changer de camp ! Les citoyens ont droit à la sécurité ! C'est même une garantie constitutionnelle pour chacun d'entre nous, et c'est à l'Etat de faire respecter la Loi.

Je vous annonce un certain nombre d'initiatives, d'actions militantes et/ou spectaculaires dans ces quartiers afin d'obliger les pouvoirs publics à réagir.

Je ne laisserai pas s'installer dans les rues de Perpignan le règne de la racaille au détriment de la tranquillité publique, des honnêtes gens sans défense, qui rasent les murs, paient leurs impôts et subissent ces agressions permanentes !

Monsieur le Premier Ministre, il est encore temps d'agir ! Alors agissez !

Dans l'attente, je vous prie de recevoir mes sentiments républicains les plus inquiets.



Louis ALIOT